

Communiqué de presse, 16 Avril 2026

## **Rachat de SFR par le consortium ORANGE-BOUYGUES-FREE :**

**Des milliers d'emplois sacrifiés pour payer la dette d'Altice.**

**La CGT FAPT exige des garanties sur l'emploi et l'ouverture d'un débat sur l'avenir des télécommunications.**

**Le consortium formé par Orange, Bouygues Telecom et Free (Iliad) s'apprête à finaliser le rachat de SFR pour un montant estimé à plus de 20 milliards d'euros.**

**La CGT-FAPT dénonce une opération financière qui récompense la spéculation, détruit l'emploi, va augmenter les tarifs et fragilise l'avenir du secteur des télécommunications.**

**Non à la casse sociale !**

8000 emplois sont impactés chez SFR par ce projet, la CGT-FAPT apporte avant toute chose son soutien aux salariés de SFR.

Mais à l'heure actuelle, il est difficile de mesurer toutes les répercussions en cascade chez les 4 opérateurs et dans toute la filière. Une opération qui ouvre un moment d'incertitude pour tout un secteur confronté à la financiarisation.

**Le piège est double pour les salariés des 4 opérateurs :**

- **Pour les salariés de SFR**, c'est une épée de Damoclès qu'ils s'apprêtent à avoir au-dessus de la tête pendant de très long mois. Leur avenir incertain est dans les mains des trois opérateurs qui décideront seuls de ce qu'il adviendra de leur sort.
- **Pour les salariés d'Orange, Bouygues et Free**, l'intégration de personnels SFR se fera au détriment des embauches futures et des conditions de travail. Chaque euro dépensé pour la restructuration sociale est un euro en moins pour l'investissement, l'emploi et les conditions de travail dans leurs propres entreprises.

**Un secteur stratégique aux mains de la finance et de dirigeants obsédés par le cours de l'action !**

Cette acquisition officialise l'impensé stratégique du secteur. Au lieu d'investir dans la qualité des réseaux, l'aménagement du territoire, l'innovation, le service rendu aux usagers, les opérateurs choisissent d'éliminer un concurrent afin d'augmenter les prix de leurs services dans le cadre d'un marché déjà extrêmement lucratif. C'est l'aveu d'un modèle tourné vers la rente plutôt que vers le progrès.

Vingt ans après avoir privatisé un secteur devenu indispensable dans le quotidien de millions de français, il est plus que temps d'avoir un véritable débat public sur l'avenir des télécommunications en France, avec une réflexion sur le rôle de l'État et sur la nécessité d'une planification à long terme pour répondre aux besoins des populations.

**Patrick Drahi : le grand gagnant d'un désastre industriel**

Le patron d'Altice a bâti son empire sans n'avoir jamais investi un centime de fonds propres. Après avoir

saccagé le tissu industriel et réduit drastiquement les effectifs de SFR pour rembourser sa dette, Drahi quitte la scène dans un dernier affront au secteur en empochant plusieurs milliards d'euros dans l'opération. Les créanciers seront remboursés, les banques seront récompensées, et ce sont les salariés qui régleront l'addition.

**En l'état, une entreprise de consulting aurait la charge du transfert des activités, mais quid des salariés ?**

**La CGT-FAPT demande à l'Etat d'imposer au consortium Orange-Bouygues-Free l'ouverture de négociations tripartites : organisations syndicales – Etat - et les 4 opérateurs.**

**Au regard des enjeux des télécommunications, la CGT FAPT qui porte une appropriation publique et démocratique du secteur demande l'ouverture d'un véritable débat public sur l'avenir des télécommunications.**

**Face à ce piège tendu de la division des salariés, la CGT-FAPT appelle les salariés des télécommunications, à se rassembler, à ne pas subir pour prendre leur avenir en main, pour construire leurs revendications et à se mobiliser massivement le 1<sup>er</sup> mai.**

